

RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SOUDAN DU SUD

8 février 2012

Faits saillants

- Estimée à 562 600 tonnes, la production céréalière nationale a reculé de 19 pour cent par rapport à l'année précédente et de 25 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années.
- En dépit d'une bonne pluviosité au début, la sécheresse s'est installée à partir de juin, pour se prolonger dans la plupart des États du nord. Les précipitations ont retrouvé un régime plus régulier vers la fin juillet.
- En raison des variations des pluies saisonnières en 2011, la plupart des régions du nord et du nord-est du pays ont subi d'importantes pertes de production, tandis que dans le sud (sud-ouest notamment), les résultats sont restés proches de ceux de 2010, voire supérieurs.
- Compte tenu de l'arrivée massive de rapatriés en 2011, de la croissance démographique naturelle et de la moindre récolte, le pays est confronté à un déficit céréalier d'environ 473 700 tonnes, ce qui représente environ 180 000 tonnes de plus qu'en 2010.
- L'état des troupeaux et des pâturages est satisfaisant dans l'ensemble.
- Les prix des céréales ont flambé en 2011 et sont restés supérieurs à ceux des années précédentes, malgré quelques légers fléchissements constatés depuis octobre 2011. Depuis la mi-2011, les prix du bétail progressent également, mais plus lentement que ceux des céréales, ce qui dégrade les termes de l'échange pour les pasteurs. Toutefois, la baisse des prix des céréales en octobre et l'augmentation constante des prix du bétail ont quelque peu amélioré les termes de l'échange pour les pasteurs.
- La dépréciation de la livre soudanaise et l'augmentation des coûts du carburant ont contribué à une hausse généralisée des prix des denrées alimentaires et des produits de base en 2011.
- Les restrictions commerciales entre le Soudan du Sud et le Soudan ont gravement réduit les disponibilités de denrées alimentaires, en particulier dans les communautés des États frontaliers.
- L'insécurité civile, qui se manifeste sous forme de vol de bétail à main armée, de conflits entre les communautés et à l'intérieur d'entre elles ainsi que d'attaques de miliciens, continue de compromettre la capacité de production nationale, limitant en particulier les possibilités d'expansion des terres cultivées un peu partout dans le pays, et entravant aussi l'accès aux marchés des intrants agricoles et des denrées alimentaires.
- Les réserves des ménages inférieures à la normale, l'insécurité persistante et la hausse des prix sur les marchés en 2011 sont autant de facteurs qui ont contribué à limiter les disponibilités vivrières et à en restreindre l'accès, aggravant les conditions de la sécurité alimentaire en 2011. La situation devrait encore empirer à partir du premier trimestre 2012, en particulier dans les États du Haut Nil, du Bahr el Ghazal Nord et Ouest et de l'Equatoria oriental.
- Selon les estimations, au Soudan du Sud, 4,7 millions de personnes seront exposées à l'insécurité alimentaire en 2012, dont 1 million seront en situation d'insécurité alimentaire grave (contre 3,3 millions de personnes en 2011, dont 900 000 étaient en situation d'insécurité alimentaire grave).
- On estime à 185 000 tonnes au total la quantité de vivres nécessaire pour venir en aide aux ménages ruraux les plus exposés à l'insécurité alimentaire, aux enfants vulnérables, aux PDI, aux réfugiés et aux rapatriés.



**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE,
ROME**



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, ROME

VUE D'ENSEMBLE

Une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire s'est rendue au Soudan du Sud du 16 octobre au 10 novembre 2011 pour estimer la production céréalière et évaluer la situation globale de la sécurité alimentaire. La Mission a été invitée suite aux résultats d'une évaluation rapide des cultures effectuée par le Ministère de l'agriculture et de la foresterie en août, en collaboration avec la FAO, le PAM, FEWSNet et Norwegian People's Aid. L'analyse de scénario effectuée dans le cadre de l'évaluation rapide des cultures prévoyait un recul de 30 à 60 pour cent de la production céréalière de 2011 par rapport à 2010, si la situation qui prévalait à l'époque de l'évaluation persistait.

Outre la FAO, le PAM et le Ministère de l'agriculture et de la foresterie, la Mission était composée de représentants du Bureau national des statistiques, de la Commission pour le secours et la reconstruction du Soudan du Sud (SSRRC), de Norwegian People's Aid, de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et d'un observateur du Centre commun de recherche de l'Union européenne. La Mission a tenu des consultations avec des fonctionnaires du Ministère de l'agriculture et de la foresterie, du Ministère des ressources animales et des pêches, du Ministère du commerce et de l'industrie, de la SSRRC, de la Banque du Soudan du Sud, de la Banque mondiale, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) et du Bureau national des statistiques ainsi que du personnel de terrain de la FAO et du PAM.

La Mission, composée de cinq équipes, s'est rendue dans les dix États du Soudan du Sud (voir l'Annexe I) où elle a visité 41 comtés. Des informations sur la situation locale ont été obtenues auprès des autorités compétentes au niveau des États ou à l'échelon local, telles que la SSRRC, les ministères de l'agriculture des États et des ONG, ainsi que des organisations internationales sur place. Les informations fournies par les agriculteurs, les ménages ruraux, les éleveurs, les pêcheurs, les commerçants, les négociants et les professionnels de la santé ont été validées par des observations faites sur le terrain dans les communautés rurales et les exploitations individuelles. Les données estimatives concernant la pluviosité et l'indice différentiel normalisé de végétation fournies par le Centre commun de recherches de la Commission européenne pour 2011 ont été rapprochées des données pluviométriques locales et des descriptions faites par les agriculteurs et d'autres personnes interrogées. La Mission a effectué des observations des disponibilités et des prix sur les marchés des principaux centres, tout en analysant les données du PAM concernant les prix sur les marchés. Elle a bénéficié d'un appui (tant technique que logistique) des plus précieux de la part du Programme CE/FAO: information pour l'action sur la sécurité alimentaire (SIFSIA), et de l'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité du PAM.

Conformément à la pratique des années antérieures, la Mission a estimé la production céréalière sur la base des trois variables suivantes:

- I. estimations du nombre de ménages agricoles dans chaque comté établies à partir des données du recensement de 2008, ajustées en fonction du taux de croissance démographique officiel de 2,052 pour cent par an;
- II. estimations normalisées concernant la superficie moyenne que les ménages agricoles consacrent aux céréales dans chaque comté, ajustées en fonction des observations de la Mission lors des visites sur le terrain; et
- III. estimations du rendement céréalière moyen de chaque comté fondées sur les observations et les inspections de terrain, ainsi que sur des entretiens avec des agriculteurs, des agents de vulgarisation, des ONG, du personnel local des ministères de l'agriculture des États et des représentants des communautés.

Les résultats obtenus à partir de ces trois variables fournissent des estimations de la production céréalière par comté, dont la somme permet d'obtenir des statistiques de production relatives à chaque État et au Soudan du Sud dans son ensemble.

En 2011, on a observé d'importantes variations géographiques des conditions de croissance des cultures d'un État à l'autre. En dépit de précipitations précoces bénéfiques, une sécheresse prolongée s'est installée à partir de juin, frappant notamment les États du Haut Nil, de l'Unité, de Warrap et de

Jonglei par endroits, de nombreuses régions enregistrant une très faible pluviosité sur des périodes allant jusqu'à deux mois (juin et juillet). Cette situation s'est soldée par des réensemencements fréquents, une réduction générale des superficies exploitées par rapport à 2010 et des pertes de rendements. La pluviosité est redevenue à peu près normale fin juillet dans tout le pays, malgré quelques irrégularités persistantes dans certaines régions du nord.

Les autres facteurs biologiques, tels que les niveaux de ravageurs et de maladies touchant les cultures, ont été normaux dans l'ensemble cette année. Toutefois, l'insécurité demeure un obstacle important qui empêche le pays de tirer pleinement parti de son potentiel agricole. Des incidents tels que les vols de bétail à main armée, les conflits entre les communautés et à l'intérieur d'entre elles et les activités des milices empêchent toujours les agriculteurs d'accroître les superficies cultivées dans les zones touchées. En 2011 (janvier-novembre), l'OCHA a signalé environ 456 incidents, survenus essentiellement en mai, juin et juillet, mois où les activités agricoles battent leur plein.

Par rapport à 2010, la superficie céréalière récoltée dans le secteur traditionnel aurait, selon l'estimation, reculée d'environ 7 pour cent, passant de 921 000 hectares à 860 000 hectares environ; le rendement céréalier national moyen net aurait fléchi de 13 pour cent, passant de 0,75 t/ha à 0,65 t/ha; et la production céréalière nationale nette aurait perdu près de 19 pour cent, passant de 695 000 tonnes à 562 600 tonnes environ. Ces résultats traduisent un déficit céréalier national d'environ 473 700 tonnes pour 2012, contre 291 000 tonnes en 2010, compte tenu de la croissance démographique naturelle et de l'afflux de près de 350 000 réfugiés en provenance du Soudan au cours des 12 derniers mois.

Les restrictions imposées entre le Soudan et le Soudan du Sud depuis juillet 2011 ont des incidences néfastes sur les disponibilités alimentaires du pays, touchant en particulier les communautés des États du nord, qui dépendent étroitement des expéditions en provenance du Soudan. En conséquence, outre la hausse des prix du carburant et la dépréciation de la monnaie, les taux d'inflation ont généralement grimpé en 2011 et les prix des céréales ont flambé en milieu d'année. En dépit d'un renforcement en faveur du bétail ces derniers mois, les termes de l'échange ont chuté dans la plupart des régions en 2011, du fait de la hausse rapide des prix des céréales par rapport à ceux du bétail.

La situation de la sécurité alimentaire s'est dégradée en 2011 par rapport à 2010, et risque encore d'empirer à partir du premier trimestre 2012, les États du Haut Nil, de Bahr el Ghazal Nord et Ouest, ainsi que de l'Équatoria oriental étant les plus touchés. Au total, selon les estimations, 1 million de personnes (11 pour cent de la population) sont classées en situation d'insécurité alimentaire grave et 3,7 millions d'autres (37 pour cent) en situation d'insécurité alimentaire modérée. La situation s'est donc dégradée par rapport à 2010, où ces pourcentages étaient respectivement de 10 pour cent et 26 pour cent. La situation est plus grave qu'en 2010 où 900 000 personnes (10 pour cent) étaient en situation d'insécurité alimentaire grave et 2,4 millions (26 pour cent) en situation d'insécurité alimentaire modérée.

L'aggravation actuelle de l'insécurité alimentaire tient à l'effet conjugué du recul de la production céréalière, de l'insécurité persistante et de la hausse des prix. Ces facteurs se retrouvent dans les données du Système de surveillance de la sécurité alimentaire, qui indiquent un fort accroissement du rôle des marchés en tant que source de nourriture, une augmentation du nombre de ménages qui consacrent une part importante de leur budget à l'achat de vivres, et l'adoption croissante de stratégies d'adaptation impliquant une baisse de la consommation alimentaire, comparé à la même période l'année précédente.

Dans la meilleure des hypothèses (scénario optimiste), la Mission estime les besoins d'aide alimentaire à 152 243 tonnes à répartir entre 2,7 millions de bénéficiaires. La population ciblée comprend les personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire en zone rurale (870 000 personnes), plus la tranche des ménages ruraux en situation d'insécurité alimentaire modérée, dont la consommation alimentaire est déjà insuffisante (364 000 personnes) et qui ont besoin d'aide pour affronter les conséquences de la hausse persistante des prix des denrées alimentaires. Une aide alimentaire supplémentaire sera fournie aux populations touchées par le conflit (réfugiés, rapatriés, PDI et résidents déplacés en provenance d'Abyei), sous forme de repas scolaires, de programmes de lutte contre la malnutrition et de programmes d'alimentation des collectivités.

Dans le scénario de crise (flambée exceptionnelle des prix des denrées alimentaires et conflit persistant), les besoins d'aide alimentaires sont estimés à 184 803 tonnes (soit 32 560 tonnes en plus) à répartir entre un peu plus de 3 300 000 bénéficiaires. Dans ce cas, 27 pour cent des personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée (dont la consommation alimentaire est médiocre) viennent s'ajouter aux bénéficiaires prévus dans le scénario optimiste; ces personnes ont besoin d'aide pour ne pas tomber en situation d'insécurité alimentaire grave pendant la période de soudure.

Le présent rapport a été établi par Swithun Goodbody et Jonathan Pound pour la FAO et Rogerio Bonifacio pour le PAM, sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM à partir d'informations officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Shukri Ahmed
Économiste principal, EST/SMIAR
Télécopie: 0039-06-5705-4495
Mél: giewes1@fao.org

Stanlake Samkange
Directeur régional et Représentant de pays, PAM/ODN
Télécopie: 0027-11-517-1642
Mél: stanlake.samkange@wfp.org

Veillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org <http://www.fao.org/giewes/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante : mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après :

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message :

unsubscribe SMIARAlertes-L

Veillez noter qu'il est maintenant possible de souscrire à des listes de distribution régionales pour recevoir les alertes spéciales et les rapports spéciaux de certaines régions uniquement : Afrique, Asie, Europe ou Amérique latine (SMIARAlertesAfrique-L, SMIARAlertesAsie-L, SMIARAlertesEurope-L et SMIARAlertesAL-L). Pour souscrire à ces listes, veuillez procéder de la même façon que pour la liste de distribution au niveau mondial.